

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 29/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EUROPAFI**

Boulevard du pont des Goules  
Longues  
63270 Vic-le-Comte

Références : 20240129-RAP-63-0102-EUROPAFI\_RapportInspection  
Code AIOT : 0005600465

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2023 dans l'établissement EUROPAFI implanté Boulevard du pont des Goules Longues 63270 Vic-le-Comte. L'inspection a été annoncée le 05/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROPAFI
- Boulevard du pont des Goules Longues 63270 Vic-le-Comte
- Code AIOT : 0005600465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

EUROPAFI est une papeterie fiduciaire, c'est une filiale de la Banque de France dont 5 autres banques centrales européennes participent au capital.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 04/08/2016 à produire 28 t/j de papier à usage fiduciaire.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécheresse
- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
- Départ de feu du 15/11/2023
- Projets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit faire parvenir ces remarques sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire (transmis par courriel du 05/01/2024).

Le PURE est à actualiser (intégration de données plus récentes, d'un schéma hydrique et des conditions de fonctionnement en crise).

L'efficacité des mesures prises pour éviter les dépassements de valeur limite en azote et phosphore après les arrêts de production est à vérifier et à suivre dans le temps.

Les mesures envisagées pour améliorer la sécurité, suite au départ de feu de novembre 2023, sont à mettre en œuvre. L'arbre des causes de cet incident est à transmettre à l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Identification du ou des milieux de prélèvement</li><li>- Plan des réseaux d'alimentation</li><li>- Présence d'un (plusieurs) compteur(s)</li><li>- Fréquence de relevé et maintenance (optionnel)</li><li>- Volumes prélevés</li><li>- Respect des volumes prescrits le cas échéant</li><li>- Vérification de la déclaration des volumes dans GEREPE le cas échéant</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Pour 2023, le volume de prélèvement est d'environ 394 000 m<sup>3</sup>, ce qui respecte le volume autorisé de 800 000 m<sup>3</sup>/an. La consommation spécifique étant de 93 m<sup>3</sup>/t de papier produit en 2023.</p> <p>L'exploitant indique que le volume de prélèvement d'eau dans le milieu fait l'objet d'un enregistrement et d'un suivi journalier, le prélèvement sur l'AEP est relevé de façon hebdomadaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Sécheresse - applicabilité de l'arrêté ministériel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Applicabilité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant se positionne sur l'applicabilité de l'arrêté ministériel (articles 1 et 3)</p>
<b>Constats :</b> <p>Le site étant soumis à autorisation et prélevant plus de 10 000 m<sup>3</sup> d'eau /an, le site est bien concerné par l'arrêté ministériel sécheresse.</p> <p>Toutefois, l'entreprise n'est pas soumise aux dispositions de l'article 2 de cet arrêté, en effet elle est exemptée à la fois du fait de la réduction de plus de 20% des consommations d'eau depuis le 01/01/2018 (message du 28/09/2023), et du fait du taux de réutilisation de l'eau d'environ 65% (process papetier).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Sécheresse - respect de l'AM**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Déclaration dans démarches simplifiées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant a rempli ses obligations de déclaration dans l'outil national.
<b>Constats :</b>  Le bassin hydrographique Axe-Allier sur lequel est situé le prélèvement d'eau du site a été placé en alerte renforcée et en crise entre le 25/09/2023 et le 12/11/2023. Toutefois, l'exploitant est exempté des déclarations dans l'outil national, comme vu au constat précédent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Exemption des restrictions
<b>Prescription contrôlée :</b> Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce 3ème critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un PURE (version du 28/02/2022, validé le 30/03/2022) équivalent au PSH.
<b>Observations :</b>  Toutefois, <b>le PURE doit être actualisé</b> pour intégrer le niveau de crise (prise en compte de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 04/04/2023). De plus, il est souhaitable de rajouter un bilan hydrique. Par ailleurs, lors de l'actualisation, les dernières données sur les prélèvements doivent être intégrées.  L'exploitant est informé qu'il peut s'inspirer du modèle de PSH disponible sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes, pour compléter son PURE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Sécheresse – Restrictions de l'arrêté ministériel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réduction de volume selon l'arrêté ministériel
<b>Prescription contrôlée :</b> Réduction des prélèvements en période de restriction. Vérifier la réduction de volume prélevé (pour exemption)
<b>Constats :</b> Le volume prélevé en 2023 est de 394 000 m <sup>3</sup> au 20/12/2023, ce qui correspond à une réduction de 35% par rapport à 2018. Le site est exempté des dispositions de cet article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Projet APC**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/12/2023
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Proposition de modification
<b>Prescription contrôlée :</b> Remarques par rapport au projet d'arrêté complémentaire
<b>Constats :</b>  Dans le cadre de la modification de l'arrêté d'autorisation, il apparaît qu'outre les valeurs limites d'émission des rejets aqueux, d'autres points nécessitent des évolutions. L'exploitant indique que le bassin de confinement, présent sur la parcelle cadastrale AB 9, doit bien être intégré au périmètre de l'autorisation. L'exploitant souhaite actualiser le tableau des déchets produits (article 5.1.7). De plus, l'implantation de l'imprimerie de la Banque de France à côté du site entraîne la modification du réseau de piézomètres et les zones à émergence réglementée pour le bruit. L'article 9.2.3 et les annexes 1 et 2 de l'arrêté d'autorisation sont à actualiser.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Incident Broyeur**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 15/11/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Départ de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Déclaration du 17/11/2023, complétée le 18/12/2023 par la fiche de notification.
<b>Constats :</b>  Un départ de feu a eu lieu le 15/11/2023, l'exploitant a déclaré l'incident le 17/11/2023 et un rapport plus précis a été transmis le 18/12/2023. Cet événement a généré beaucoup de fumée et peu de flammes. 8 salariés sont passés à l'infirmerie pour une surveillance du monoxyde de carbone. Le cyclone où a eu lieu le départ de feu a été vu lors de l'inspection. Le bâtiment dans lequel cet équipement est installé comporte des poutres béton au plafond qui constituent des cantons pour les fumées. Cet incident a mis en évidence que malgré beaucoup de fumée, les détecteurs les plus proches

n'ont pas déclenché l'alarme en premier, notamment du fait des poutres qui ont fait écran.
L'exploitant a déjà tiré des enseignements de cet événement pour améliorer la sécurité. Les principaux sont repris en observations ci-dessous.
<b>Observations :</b> Un <b>renforcement du réseau de détecteurs de fumée est à réaliser</b> pour couvrir tous les cantons. Les alarmes sonores et visuelles de l'atelier doivent être asservies à la détection. La mise en place de RIA supplémentaire et/ou de colonne sèche est à étudier.  Par ailleurs, il est demandé de <b>transmettre, à l'inspection des installations classées, l'arbre des causes</b> donc la réalisation était prévue en janvier 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Contrôle inopiné 2023

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 02/10/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Problème de dépassement de VLE suite à un arrêt de production.
<b>Constats :</b>  Le contrôle réalisé sur les rejets aqueux du site les 2 et 3 octobre 2023 a détecté des dépassements des valeurs limites pour l'azote et le phosphore. L'exploitant a répondu par courriel du 18/12/2023, en indiquant que ce dépassement est lié à un arrêt de production les jours précédents le contrôle, et en précisant les actions prévues dès le mois de décembre 2023 pour éviter un phénomène similaire. En particulier, la procédure de gestion de la station d'épuration en cas d'arrêt de production a été complétée. L'exploitant travaille avec le prestataire gérant la station d'épuration pour pallier à ces impacts suite aux arrêts de production, et un suivi renforcé des rejets est mis en place.
<b>Observations :</b>  Les actions proposées semblent pertinentes, <b>il faut s'assurer</b> de bien les mettre en œuvre et vérifier <b>leur efficacité dans le temps</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : PAC Pâte à papier**

<b>Référence réglementaire :</b> Courrier du 08/11/2022
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b> Création du bâtiment et mise en route, prise en compte par lettre préfectorale du 16/11/2022.
<b>Constats :</b>  Le bâtiment est construit, les machines sont installées. Des tests des équipements ont été réalisés, mais des finitions étaient encore à mettre en place lors de la visite. Le démarrage de la production de cette ligne est prévu pour janvier 2024. Toutefois, cette ligne est dédiée à des productions spécifiques et devrait fonctionner environ 1/10ème du temps.  Cette installation comporte un pulpeur et des raffineurs, la pâte à papier ainsi produite rejoint les cuviers existants. Elle peut être utilisée en remplacement de la ligne de fabrication de pâte existante (coton) et pour des fibres alternatives.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite